



LE 19 AVRIL

ENSEMBLE, ON PEUT FAIRE RECULER MACRON ET LE PATRONAT !

Dans la Métallurgie aussi, le patronat est à l'attaque !

Cette destruction du socle social français est l'œuvre des gouvernements successifs, avec en guide suprême, Emmanuel Macron. Pour sa part, le patronat, même s'il se fait discret, est aux manettes. D'un côté, il tient le stylo pour écrire les lois réformant le Code du travail et de l'autre, il s'acharne à casser le socle social construit tout au long du XX^e siècle.

Au-delà des attaques à Renault Trucks, le patronat de la Métallurgie, en s'appuyant sur la Loi Travail, se prépare à remettre en cause la convention collective de la Métallurgie ; c'est-à-dire l'ensemble de nos droits collectifs.

Concernant la convention collective de la Métallurgie, l'UIMM a lancé une vaste négociation il y a 18 mois avec l'idée de remettre à plat tout le droit social de la branche, ce qui constitue **notre statut aujourd'hui (comme pour les Cheminots)**.

Au programme : suppression de la prime d'ancienneté, suppression des seuils d'accueil pour les titulaires de diplômes, modification de la méthode de classification et par conséquent des grilles de salaires, augmentation du temps de travail pour plus de flexibilité. **Enfin un programme bien indigeste !!**

Le constat est là : que nous soyons cheminots, métallurgiste, chimistes, employés de banque, de commerces, de bureau d'études, d'électriciens chez EDF, gaziers chez ENGIE, etc..., la méthode du gouvernement et du patronat reste la même : détruire tous les acquis sociaux issus de décennies de luttes sociales.

La meilleure des solidarités et la construction de ce *Tous Ensemble*, c'est lutter en partant des revendications décidées avec les salariés au plus près des réalités vécues sur le terrain.

Les cheminots montrent leur détermination en étant massivement en grève. Ils sont bien conscients que c'est la seule manière pour faire reculer le gouvernement et la direction de la SNCF.

- **En défendant leur statut, les cheminots veulent simplement que leurs droits soient respectés.**

Avec son projet, Macron s'attaque aux conditions de travail des cheminots et à leurs emplois. Il veut remplacer les emplois stables par des emplois précaires et plus mal payés. Il voudrait faire à la SNCF ce qui se fait déjà depuis des années à Renault Trucks avec des salariés intérimaires, précaires, qui n'ont pas les mêmes droits que les salariés Renault Trucks : l'exemple de la prime d'intéressement à laquelle n'ont pas droit les travailleurs intérimaires, quand bien même ils ont tout au long de l'année participé à la créations des bénéfices, est là pour le prouver.

Voilà ce que refusent les travailleurs de la SNCF : un statut différent pour les nouveaux embauchés et le développement de la précarité.

- **Les cheminots se battent parce qu'ils refusent d'être rendus responsables des problèmes de la SNCF.**

De la même manière qu'on nous explique ici à Renault Trucks qu'on ne serait « pas assez compétitifs », qu'on « coûterait trop cher », alors que les actionnaires eux se gavent.

- **Les cheminots se battent contre la politique de suppressions d'emplois par dizaines de milliers. En 10 ans, 20 000 postes de cheminots ont été supprimés, autant d'emplois en moins pour les jeunes générations et des conditions de travail de plus en plus dures pour ceux qui restent.**

Une aggravation des conditions de travail que nous connaissons bien nous aussi à Renault Trucks, alors que plusieurs centaines d'emplois ont été supprimés lors des PSE. Et ce ne sont pas les embauches récentes de salariés dans les ateliers qui y changent quoi que ce soit : ils ne compensent même pas les départs en retraite ou en préretraite amiante. Et ils sont bien insuffisants face à l'augmentation de la production.

- **Les cheminots se battent parce qu'ils en ont assez du blocage de leurs salaires. Depuis 3 ans, les salaires des cheminots sont bloqués (malgré les mensonges des médias sur ce sujet) et cette année encore, c'est 0 euro d'augmentation générale qui est prévue.**

Les augmentations générales de salaire au rabais ou les primes d'intéressement bien en-dessous des attentes, alors que dans le même temps, la direction du groupe Volvo annonce des résultats qu'elle qualifie elle-même d'« historiques », c'est aussi la réalité que nous vivons chez Renault Trucks.

La force des travailleurs, c'est la grève !

Il faut être solidaires des cheminots, malgré les difficultés que celles-ci entraînent. Car les cheminots font la seule chose que peuvent faire les salariés, tous les salariés, pour se faire entendre, pour se faire respecter et défendre leurs intérêts : la grève. Sans les cheminots, il n'y a pas de trains ! Et sans l'ensemble des travailleurs, il n'y a plus de production et c'est l'ensemble de la société qui sera à l'arrêt ! Par leur mobilisation, les cheminots ouvrent la voie.

Comme à la SNCF, l'objectif est de nous faire travailler plus, à moins nombreux et moins payés !

Aujourd'hui, les cheminots se défendent et si leur grève trouve l'appui des autres travailleurs, elle peut infliger un premier revers au gouvernement Macron. Et cette victoire en serait une pour nous tous. Tous avec les cheminots, tous ensemble, nous pouvons faire reculer Macron et son gouvernement.



Jeudi 19 avril, dans tout le pays, la CGT et d'autres organisations appellent les travailleurs du secteur public et du secteur privé, tous ensemble, à la grève et aux manifestations.

Plus que jamais, c'est le moment de montrer notre ras-le-bol dans les rues !

Contre la démolition des droits des travailleurs par le gouvernement !
Pour des augmentations de salaires et l'intéressement...

La CGT de Renault Trucks appelle tous les salariés à participer à la manifestation :

**Jeudi 19 avril
13h30 Gare des Brotteaux**

Pour les équipes matin & journée : à partir de 11h

Pour les équipes après-midi et horaires décalés : à partir de 13h45

Pour les équipes de nuit : 2 heures mini en fin de poste dans la nuit du 18 au 19 avril